

## Turquie

# La fin d'un système

**Pierre Vanrie**

*La victoire écrasante du Parti de la justice et du développement (AKP) avec 47 % des suffrages, le 22 juillet dernier, et l'élection dans la foulée le 28 août d'Abdullah Gül au poste tant convoité de président de la République marquent incontestablement un tournant dans l'histoire de la Turquie moderne.*

---

En effet, le cumul obtenu par l'AKP — qui incarne *grosso modo* les aspirations d'une petite bourgeoisie périphérique — du législatif et des deux principales fonctions de l'exécutif (présidence et gouvernement) marque de façon plus que symbolique la fin de la tutelle exercée par l'élite kémaliste depuis la fondation de la République. L'« idéologie » kémaliste, interprétée au gré des circonstances, servait en fait jusqu'ici de justificatif au maintien d'un certain statu quo politique et social.

En ce sens, ces derniers événements sont d'autant plus une victoire de la démocratie que l'opposition kémaliste avait opté pour un discours et des méthodes de moins en moins démocratiques. Mais cette situation risque de poser problème à très court terme. L'existence d'une opposition crédible s'avère en effet cruciale face au contrôle par l'AKP de toutes les institutions électives (parlement, présidence de la République, municipalités), dès lors que le fonctionnement d'un système démocratique exige une certaine

forme d'équilibre entre partis pour peu qu'ils en acceptent les règles. Or, l'obstination du Parti républicain du peuple (CHP, principale formation kémaliste prétendant incarner un courant de gauche), qui pratique une opposition frontale à l'AKP, à renchérir dans la mythologie kémaliste sans plus vraiment essayer de convaincre au-delà d'une base sociologique de toute façon acquise, illustre la crise profonde de la famille politique kémaliste. Dans les années septante sous la férule de Bülent Ecevit, aujourd'hui décédé, cette mouvance avait pourtant réussi une mue sociale-démocrate, qui, au vu du discours nationaliste « rouge-brun » ambiant dans le camp kémaliste, n'est plus qu'un lointain souvenir. Dans ce contexte, le travail de reconstruction d'une gauche débarrassée d'une interprétation réactionnaire de l'héritage kémaliste, qui peut tout aussi bien être perçu comme un projet moderniste, reste à faire. La lutte pour le leadership à l'intérieur du CHP, la faiblesse structurelle d'autres petites formations de gauche, ajoutées à l'approche très communautariste kurde du DTP (Parti pour une société démocrati-

que, formation prokurde cultivant des liens ambigus avec le PKK) illustrent la crise de la gauche en Turquie qui ne semble donc pas prête en l'état à pouvoir constituer une alternative à l'AKP.

### « LES JEUNES CIVILS »

Des signes apparaissent toutefois du côté de la « société civile », même si cette notion se distingue parfois dans le contexte turc par une certaine ambiguïté. On l'a vu en avril et mai 2007, les « manifestations républicaines en faveur de la laïcité » étaient manipulées par certains cercles virulement opposés à l'AKP et proches de l'élite dirigeante de l'appareil d'État, des « organisations issues de la société civile » se distinguant par une idéologie « rouge-brune » animée par d'anciens militaires aux velléités putschistes assumées<sup>1</sup>.

Ce genre de détournement n'empêche pas l'éclosion d'initiatives, véritablement civiles celles-là. C'est ainsi qu'un groupe qui se fait appeler « Les Jeunes civils » est apparu sur la scène politico-médiatique turque. Leur appellation est une réaction satirique à la célèbre « Une » provocatrice du quoti-

dien kémaliste radical *Cumhuriyet*, qui, en 2003, avait titré « Les jeunes officiers sont mécontents » pour illustrer l'opposition au sein de l'armée vis-à-vis de l'AKP, alimentant ainsi les rumeurs de coup d'État. Dans le contexte houleux de la période qui a précédé les élections législatives du 22 juillet et l'élection d'Abdullah Gül à la présidence, ces « jeunes civils » ont donc fait part à leur tour de leur « mécontentement » en s'inquiétant publiquement des dérives autoritaristes des relais de l'orthodoxie kémaliste au sein de l'armée et de l'appareil d'État. Soutenant la candidature d'Aliye Öztürk, une candidate virtuelle incarnant le pluralisme de la Turquie, portant le voile, à la fois turque et kurde, et un peu arménienne, les Jeunes civils, qui avaient déjà manifesté pour que l'on retrouve les vrais assassins du journaliste d'origine arménienne Hrant Dink, ont boycotté les meetings « républicains », peu démocratiques selon eux, en multipliant, non sans une dose d'humour, de véritables initiatives citoyennes. Preuve s'il en est que la société turque peut produire autre chose que de la réaction nationaliste et des bestsellers grotesques « démontrant » les hypothétiques origines juives du Premier ministre Erdogan et de son épouse<sup>2</sup>.

Pour sa part, l'AKP a lancé les travaux destinés à la rédaction d'une nouvelle Constitution dite « ci-

<sup>1</sup> Voir à ce propos « Turquie. Quand laïcité et démocratie ne font pas nécessairement bon ménage », *La Revue nouvelle*, juin-juillet 2007.

<sup>2</sup> Le livre *Les enfants de Moïse*, qui décrit de façon totalement incohérente les soi-disant origines juives de Recep T. Erdogan et de sa femme ainsi que leurs liens supposés avec Al Qaïda, est en tête des ventes en Turquie. Son auteur, Ergün Poyraz, lié à un groupuscule ultranationaliste a été emprisonné suite à son implication dans la planification d'attentats et dans le trafic de stupéfiants.

vile », par opposition avec celle encore en vigueur aujourd'hui inspirée par les militaires putschistes et soumise à référendum en 1982, deux ans à peine après le coup d'État du 12 septembre 1980. Élaborée par des juristes indépendants aux penchants libéraux, mais dans le cadre d'un processus piloté par l'AKP, cette nouvelle Constitution, dont la première mouture vient d'être dévoilée, va faire l'objet de nombreuses discussions dans les mois à venir et promet bien des affrontements entre les partisans d'une constitution plus libérale et les tenants de l'orthodoxie kémaliste qui se satisfont, quant à eux, d'une Constitution conçue pour maintenir la tutelle d'une « élite éclairée » sur des masses jugées forcément immatures. C'est ainsi que cette Constitution civile, qui, dans sa première mouture, met clairement l'accent sur la démocratie, la laïcité et les droits individuels, va jusqu'à proposer la suppression de l'obligation du cours de religion à l'école et reconnaît de façon plus explicite la diversité culturelle, ethnique et linguistique du pays.

### **QUELLE IDENTITÉ EN DÉMOCRATIE ?**

Il est vrai que la culture politique de l'État turc se distingue encore par une approche très jacobine niant la pluralité de la société au nom d'un idéal visant à façonner

le citoyen dans un moule forcément turc, musulman et sunnite. Une récente polémique a ainsi encore illustré cette volonté assimilationniste de l'État lorsqu'au mois d'août 2007, le président de la très officielle Société d'histoire turque (TTK), Yusuf Halaçoğlu, a expliqué lors d'une conférence que bon nombre de Kurdes étaient en réalité des Turkmènes qui s'ignorent et que les Kurdes alévis (chiites hétérodoxes anatoliens) étaient « malheureusement » (*sic*) des descendants d'Arméniens ayant renoncé à leur foi pour échapper à la mort. Évoquant le PKK et d'autres organisations d'extrême gauche qui recrutent essentiellement chez les Kurdes alévis, Yusuf Halaçoğlu faisait au passage comprendre implicitement que les actes commis par ces groupes n'étaient donc pas le fait de musulmans turcs. Face à la polémique suscitée par des propos qualifiés par certains de racistes, Yusuf Halaçoğlu s'est retranché derrière la réalité historique de la conversion opportuniste (ou forcée), mais bien réelle<sup>3</sup>, de milliers d'Arméniens lors des « événements » de 1915<sup>4</sup>, affirmant qu'il détenait la liste de tous les Turcs en réalité d'origine

arménienne, établie en 1936 par les services de l'État, mais qu'il ne la dévoilerait pas pour ne pas importuner les personnes concernées. Cette polémique qui a mis en exergue les centres d'intérêts plus politiques que scientifiques de l'institution chargée de diffuser la version officielle de l'Histoire turque (notamment sur le génocide arménien) traduit la permanence d'une méfiance récurrente de la part de l'État vis-à-vis de la diversité ethnique dès lors que celle-ci est susceptible d'altérer le seul modèle compatible du point de vue nationaliste, celui du citoyen turcomusulman.

L'attitude de l'AKP vis-à-vis de ce genre d'institutions forcément politisées sera un test quant à la volonté réelle du parti au pouvoir de démocratiser le système par l'acceptation du pluralisme. Ce test sera d'autant plus difficile que la théorie de la « synthèse turco-islamique », dont les propos d'Halaçoğlu ne sont qu'une des illustrations, trouve de nombreux partisans au sein de la base même de l'AKP. ■

<sup>3</sup> Voir à ce sujet *Le livre de ma grand-mère* publié aux Éditions de l'Aube en 2006, où l'auteure, Fethiye Cetin, explique l'histoire de sa grand-mère, turque et musulmane, mais dont elle apprend sur le tard les origines arméniennes.

<sup>4</sup> Le génocide arménien est dans la version officielle turque généralement précédé du qualificatif « soi-disant » ou qualifié pudiquement d'« événements ».